

République Française - Département du Gard
DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL
de la COMMUNE de SALINDRES
SEANCE DU 28 OCTOBRE 2022

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi dans la salle Becmil,

Sous la présidence de : M. Etienne MALACHANNE, Maire

Présents : MERLE - HLYWA - GIBELIN - RIOS - PETIT - DENNEULIN - COURBIER - FABREGUE - SAEZ - SINET - BERARD DE MALAVAS - ROSSO - DEBAILLE - BOINON

Procurations : TRAUCHESSEC a donné procuration à DEBAILLE

BONNET a donné procuration à COURBIER

GUY a donné procuration à FABREGUE

POLGE a donné procuration à PETIT

GAYTON.MEGAN a donné procuration à HLYWA

WILUS a donné procuration à GIBELIN

DANIEL a donné procuration à BERARD DE MALAVAS

Excusée : VERDELHAN

Madame HLYWA est élue secrétaire de séance.

Objet de la délibération : Garantie d'emprunt 3 F Occitanie – logements rue Séverac

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 132111 en annexe signé entre : 3F OCCITANIE ci-après l'emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations

Le Conseil Municipal est invité à délibérer

Article 1 : L'assemblée délibérante de COMMUNE DE SALINDRES (30) accorde sa garantie à hauteur de 50,00 % pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de 727 0793,00 euros souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de prêt N° 132111 constitué de 6 Ligne(s) du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 363 5396,50 euros augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de Prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Adoptée à l'unanimité.

Pour copie conforme,
Le Maire, E. MALACHANNE

Je certifie le caractère exécutoire de la présente délibération

Fait à Salindres le : 02.11.2022

Date de publication : 02.11.2022

